



Note conceptuelle

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES COMMIS CONTRE LES JOURNALISTES

Séminaire international:

"Renforcer la coopération régionale pour mettre fin à l'impunité pour les crimes
et les attaques commis contre les journalistes en Amérique Latine"

Mexico, Mexique

Le 7 novembre 2019

Depuis 2013, la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes (IDEI) est commémorée chaque année le 2 novembre. Le 7 novembre 2019, l'évènement principal pour commémorer l'IDEI sera organisé à Mexico, au Mexique, par l'UNESCO et les autorités nationales avec les autres parties prenantes internationales, régionales et nationales. Le séminaire d'une journée, intitulé « Renforcer la coopération régionale pour mettre fin à l'impunité pour les crimes et les attaques contre les journalistes en Amérique latine », vise à faire progresser les dialogues et stratégies destinés à renforcer la coopération régionale dans le domaine de la sécurité des journalistes et à mettre fin à l'impunité en Amérique latine, tout en soulignant les opportunités de coopération Sud-Sud. L'évènement favorisera l'échange de connaissances et le dialogue entre le domaine judiciaire, les mécanismes de protection, les commissions nationales des droits de l'homme, la société civile et les médias au Mexique. De nombreux acteurs régionaux prendront part au séminaire, notamment le bureau du Rapporteur spécial chargé de la liberté d'expression au sein de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme. En encourageant l'échange de bonnes pratiques et en identifiant des solutions pragmatiques, l'évènement vise à renforcer la lutte contre l'impunité et à inscrire cette question dans le cadre plus large de la protection des droits fondamentaux et de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Depuis sa proclamation par la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/163 dans le cadre de sa 68^e session en 2013, la commémoration de l'IDEI a pris de l'ampleur et trouvé un soutien

significatif auprès de tous les acteurs impliqués dans la promotion de la liberté d'expression et la protection des journalistes. Avec plus de 1010 journalistes tués entre 2006 et 2017 selon l'UNESCO, et seulement un cas sur dix juridiquement résolu, le niveau d'impunité pour les crimes commis contre les journalistes reste très élevé. Ce niveau d'impunité extrêmement élevé pour les meurtres de journalistes instaure un climat de peur dans de nombreux pays, affectant non seulement les professionnels des médias mais également la société dans son ensemble. Cette situation est préjudiciable à la libre circulation de l'information et à la libre expression des opinions et idées de chacun.

L'impunité pour les crimes perpétrés contre les journalistes et pour les innombrables autres formes de violence commises à leur encontre – telles que la détention arbitraire, la torture, les violences liées au genre, les enlèvements, les menaces ou le harcèlement – entrave la réalisation des Objectifs de Développement Durable et en particulier de l'ODD 16, qui s'efforce de promouvoir des sociétés pacifiques, inclusives et des institutions efficaces. Plus spécifiquement, elle affecte la réalisation de la cible 16.10, qui vise à assurer l'accès à l'information publique et à protéger les libertés fondamentales de chacun. Les événements commémoratifs autour de l'IDEI représentent une occasion unique de sensibiliser et de promouvoir le dialogue et la collaboration entre tous les acteurs concernés, notamment entre les agences des Nations Unies, les États membres, les acteurs du judiciaire, la société civile et les médias, afin de résoudre ce problème.

Ces événements permettent également aux parties prenantes d'approfondir la discussion sur les crimes perpétrés contre les journalistes en identifiant les similitudes et les différences entre les journalistes attaqués en raison de leur couverture de la corruption politique, du crime organisé, de l'exploitation minière illégale, des problèmes environnementaux, des problèmes de drogue, des inégalités de genre, des spécificités locales/nationales, et des divergences entre médias, ou autres.

La lutte contre l'impunité est une étape importante pour faire diminuer le nombre de journalistes tués. L'impunité perpétue le cycle de la violence à l'encontre des journalistes et propage un climat de peur à travers la société. Au cours des 12 dernières années, 226 journalistes ont été assassinés en Amérique Latine et dans les Caraïbes ; 82% des cas restent non résolus. Une grande majorité des victimes (93%) étaient des journalistes locaux qui couvraient des histoires locales. Le Mexique reste le pays d'Amérique Latine où le taux de meurtres de journalistes est le plus élevé, et la plupart des crimes qui y sont perpétrés restent non résolus ou ont fait l'objet d'une enquête inconsistante. De ce fait, très peu des auteurs de crimes contre les journalistes sont arrêtés et condamnés.

La commémoration de l'IDEI s'inscrit dans la suite d'une série de séminaires organisés au niveau régional, qui sensibilisent le public et initient des projets visant à s'attaquer à ce problème. Les précédentes commémorations de la Journée ont eu lieu en Amérique Latine (San José, Costa Rica) en 2014, en Europe (Strasbourg, France) en 2015, en Afrique (Arusha, Tanzanie) en 2016, en Asie (Colombo, Sri Lanka) en 2017 et dans le monde arabe (Beyrouth, Liban) en 2018. Les trois premiers événements ont été organisés en partenariat avec des cours régionales de droits de l'homme, des acteurs essentiels permettant de définir des normes régionales visant à promouvoir la liberté d'expression et à lutter contre l'impunité.

Le séminaire régional pour la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes à Mexico sera organisé dans le cadre de la mise en œuvre du [Plan d'Action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité](#). La Journée et la préparation de cet événement représentent une occasion stratégique pour toutes les parties prenantes d'attirer l'attention du public sur la nécessité de mettre fin à l'impunité pour les crimes contre les journalistes. Le principal résultat attendu de cet événement est une meilleure reconnaissance par les parties prenantes de l'importance du droit fondamental à la liberté d'expression et de ses corollaires, tels que l'accès à l'information, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes.